

IMMIGRATION EN FRANCE

Quand le gouvernement se nourrit des propositions les plus extrêmes

Décidément, l'on ne finit pas avec le débat sur l'immigration en France : il semble décidé ici, par le parti au pouvoir – UMP – comme par l'exécutif que ce thème occupera la scène à n'en plus finir. Avec une nouvelle distribution des rôles cependant : à l'UMP et à ses militants les plus radicaux – la droite populaire – de faire entendre une voix plus forte encore et plus radicale que celle du Front national et au gouvernement, au travers de son ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, de souffler le chaud et le froid, l'essentiel étant d'occuper l'espace. Mais plus que les voix du FN que l'on compte engranger en vue du scrutin de 2012, ce sont tous les maux de la France qui «ont pour origine ces étrangers non communautaires – que l'on compte encrer profondément dans les opinions. Pour s'en convaincre, deux événements ont fait l'actualité cette semaine : la convention sur l'immigration de l'UMP qui s'est tenue jeudi 7 juillet et le même jour les déclarations de Claude Guéant sur RMC.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Faut-il ouvrir un débat sur la binationalité, a-t-il été demandé à Claude Guéant. Si l'on n'y prend pas garde, son début de réponse est surprenant : «C'est un faux problème.» Mais le ministre de l'Intérieur et de l'Immigration poursuit : les binationaux n'ont pas le

choix parce qu'ils sont binationaux du fait des législations des Etats et selon lui, si l'on demandait à ces binationaux d'abandonner leur nationalité d'origine, ils le feraient. S'il s'agit donc d'un faux problème, il y a cependant une question qui, elle, mérite selon le ministre d'être

évoquée, même s'il compte déjà la régler à coups de directives : «La réalité du problème est celle des conditions dans lesquelles on entre dans la nationalité française», a rajouté Guéant qui annonce des décisions déjà prises par lui : «Je vais adresser ces jours prochains une circulaire aux préfets pour leur demander d'être plus vigilants, plus exigeants sur les critères de l'assimilation.»

Et voilà que l'on ne parle plus d'intégration mais d'«assimilation». Guéant ne se prive pas d'ailleurs d'expliquer ce qu'est cette assimilation : «La question est de savoir s'il (le candidat à la nationalité) épouse complètement notre style de vie. S'il a bien intégré les principes républicains les plus fondamentaux, s'il maîtrise le français» et pour cette dernière exigence Guéant précise que dorénavant les postulants à la nationalité française devront avoir un niveau de connaissance du français qui soit

celui que l'on maîtrise au collège.

Ce sont là, sans tambour ni trompette, les nouvelles dispositions sur la nationalité et l'on comprend mieux pourquoi Guéant affirme dans cette interview à RMC que «le gouvernement n'a aucune intention de modifier la loi dans ce domaine». En a-t-il vraiment besoin dans la mesure où il va agir, et très profondément, à coups de circulaires ? Il le fera aussi, semble-t-il, pour le regroupement familial dont il convient de lutter «contre les excès», parce que, dit-il, «il y a des fraudes et des abus».

Plus globalement, Guéant s'est dit voir un immense intérêt dans la convention UMP qui se déroulait le même jour, sous la présidence de J.-F. Coppel et qu'il allait rejoindre dans la journée : «J'y vois un immense intérêt... Les propositions qui vont y être faites vont nourrir la réflexion du gouvernement.» Et justement lors de cette convention d'une journée, beau-

coup de parlementaires UMP se sont donnés à cœur joie pour invectiver, insulter cette émigration.

Des journalistes présents dans la salle rapportent certaines gentilleses comme celle-ci, par exemple : «Vous habitez dans l'un des pays les plus généreux», a souligné le député du Rhône, Philippe Cochet. «Hélas ! hélas», répondent certains dans la salle. «Il y a ceux qui travaillent et ceux qui bouffent», renchérit un militant.

Quant aux propositions sorties de cette honorable assemblée de députés, elles sont au nombre de 23 et touchent à tous les aspects pouvant limiter d'une manière drastique l'immigration légale : un système à points destiné à sélectionner les immigrés en fonction de compétences spécifiques ; l'interdiction, sauf cas très exceptionnel, des régularisations ; le renforcement de l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex ; la mise en place d'un contrat à durée déterminée de 3 à 5 ans pour les émigrés, ou encore pour les employeurs qui envisagent de recruter des immigrés, le paiement d'une taxe et l'obligation faite à ces employeurs d'assurer des actions de formation en langue française, autrement dit décourager le plus téméraire à recruter un étranger.

Gageons que dans les prochaines directives Guéant en direction des préfets, nombreux de ces points se verront inscrits. Et pour tous ceux qui douteraient sur la volonté de durcissement des conditions à l'émigration, il suffit de dire que l'UMP vient de décider d'une «Convention sur la nation». C'est là le cadeau que fait J.-F. Copé à Lionel Lucas qui exigeait en échange de son retour sur sa démission de chargé de l'immigration de son parti, de maintenir le débat sur la binationalité. Toute cette agitation, avec la bénédiction du gouvernement qui va, là aussi, «se nourrir des propositions».

A. M.

K. B.-A.

REFUS DES NATIONALISTES FLAMANDS DU COMPROMIS FRANCOPHONE POUR FORMER UN GOUVERNEMENT, INTROUVABLE, DEPUIS PLUS D'UN AN

La République de Flandre ne veut plus du royaume de Belgique

D'un revers de manche, avec beaucoup de mépris et d'assurance, Bart de Wever, chef de la NVA, formation nationaliste flamande, large vainqueur des législatives, déconstruit la note de Elio Di Rupo, socialiste francophone chargé par le roi Albert II de composer une coalition. Le compromis à la belge vit ses derniers soubresauts. Danger...

De notre bureau de Bruxelles
Aziouz Mokhtari

Le souverain des Belges n'est pas au bout de ses peines, ni n'entame ses dernières émotions. Di Rupo lui a donc remis sa démission de formateur face au Nee vigoureux, sans appel de la composante essentielle du Nord du pays, néerlandophone. La NVA (Nouvelle alliance flamande) ne se cache plus pour avancer ses

arguments pour décortiquer, en finir avec la Belgique. Bart de Wever ne veut plus du compromis belge. Il cherche à s'en défaire, à sortir du fédéralisme actuel, coûteux et ruineux, selon lui pour la Flandre. La Flandre riche, repue, égoïste, veut des pas de géants vers, si ce n'est la séparation, au moins le confédéralisme. Maintenir le royaume, certes, mais sans aucune prise sur le réel, le pouvoir des régions.

Le sud du pays et Bruxelles, francophones s'attachent pour ce qui les concerne, à la Belgique, au fédéralisme, ne menacent pas la monarchie, rempart inexpugnable de défense du pont-levis belge. Ils n'ont pas tort. Le roi et la sécurité sociale dans le giron fédéral sont les deux piliers du régime, les seuls garants du continuum belge, les leviers de l'Etat. Si la Maison royale et la solidarité entre les Belges s'effritent, c'est la fin du royaume, ça sera une

autre Belgique, ou pas de Belgique du tout. L'heure est grave, assurément. Pas beaucoup de scénarii de sortie de la crise, pour autant.

Un référendum ? Pour quelles questions à poser ? Des élections anticipées ? Elles vont, tous les sondages le prédisent, confirmer les résultats du scrutin dernier. Prééminence du nationalisme flamand au Nord et du socialisme francophone au Sud et à Bruxelles.

Bruxelles, Ah Bruxelles ! Quel casse-tête ! Située en territoire flamand, elle est en majorité francophone. Bruxelles est aussi la capitale de l'Europe et abrite l'essentiel des institutions de l'Otan. Pour le moment, elle est définie comme région tout comme la Flandre et la Wallonie. Selon les néerlandophones, elle ne doit pas exister en tant que telle. Pourquoi faire simple lorsque le compliqué est à portée de main ?

A. M.

K. B.-A.

LIBYE

Les rebelles avancent vers Tripoli, l'ONU s'apprête à alléger les sanctions

Les rebelles ont progressé vers le centre de Zliten, à l'est de Tripoli, vendredi, au troisième jour de leur offensive sur deux fronts, mais l'Otan a averti que les forces de Mouammar Kadhafi se réarmaient et se regroupaient.

Le dirigeant libyen a assuré de son côté que son régime ne tomberait pas et appelé l'Alliance atlantique à cesser ses frappes, dans un message à ses partisans.

Quelques heures plus tard, dans la nuit de vendredi à samedi, deux puissantes explosions ont été entendues à Tripoli, a constaté un journaliste de l'AFP, qui n'était pas en mesure de déterminer dans l'immediat les cibles visées.

Les insurgés ont déclenché mercredi leur offensive, repoussant les forces loyalistes de plusieurs kilomètres et s'emparant du hameau de Goualich, non loin de Roujbane, dans les montagnes berbères au sud de la capitale libyenne, bastion du régime. Ils ont parallèlement lancé une deuxième attaque, cette fois à partir de la ville côtière de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli. Les rebelles ont affirmé, dans un communiqué, avoir avan-

cé vendredi en direction du centre de Zliten, à 150 km à l'est de la capitale libyenne, après des combats qui ont fait cinq morts et 17 blessés dans leurs rangs.

Les insurgés ont dit n'être qu'à un peu plus d'un kilomètre du centre-ville et avoir libéré plusieurs familles qui étaient emprisonnées par les loyalistes et ont «subi des tortures».

Néanmoins, tout en confirmant que les insurgés avaient pris l'initiative dans l'Ouest et étaient «capables de lancer des attaques couronnées de succès», l'Otan a souligné que les loyalistes étaient en train de se regrouper, de se réarmer et de contre-attaquer.

Ceux-ci tiennent encore les villes de Zawiyah et Zouwarah, à l'ouest de Tripoli, a indiqué l'Alliance atlantique.

La rébellion avait affirmé hier se préparer à repousser la ligne de

front davantage vers la capitale libyenne, où des milliers de partisans du colonel Kadhafi ont prié vendredi sur la place Verte, appelant à la mobilisation pour combattre les «forces croisées» et à libérer les cités occupées par les rebelles.

S'en est suivie une manifestation au cours de laquelle ont été scandés des slogans à la gloire du «Guide de la révolution» qui a assuré dans la soirée que son régime ne serait pas renversé.

«Le régime en Libye ne tombera pas. Il repose sur le peuple et non sur Kadhafi. L'Otan se trompe si elle croit pouvoir faire tomber le régime dans ce pays», a affirmé le dirigeant libyen dans un message diffusé devant des milliers de ses partisans à Sebha, à 750 km au sud de Tripoli et fief de la tribu dont il fait partie.

Il a par ailleurs exhorté l'Otan à cesser ses frappes et à laisser les Libyens régler «tout seuls» leurs problèmes. Après avoir pris le contrôle fin juin d'un important

dépôt de munitions à plus de 120 km au sud de Tripoli, les insurgés cherchent désormais à faire sauter deux verrous stratégiques : Bir Al-Ghanam qui leur permettrait d'être à portée de canon de Tripoli, puis Gharyane où sont basées les garnisons de l'armée protégeant la capitale.

L'Alliance atlantique a annoncé avoir intensifié ses bombardements dans l'Ouest, avec des objectifs situés entre les montagnes au sud de Tripoli, et Misrata.

Jeudi, trois canons anti-aériens et un centre de commandement et de contrôle ont été visés, près de la capitale libyenne, d'après le dernier compte-rendu de l'Otan.

Une correspondante de l'AFP a été témoin vendredi d'une frappe aérienne près de Goualich, toujours aux mains des rebelles, qui lui ont raconté que les loyalistes avaient en vain tenté jeudi soir une percée vers ce hameau.

Dans le même temps, des diplomates ont annoncé à Benghazi, fief

de la rébellion dans l'Est, que l'ONU discutait avec le régime et la rébellion des moyens d'alléger les sanctions internationales imposées à la Libye, de crainte d'une pénurie notamment de fournitures médicales.

Des responsables des Nations unies bien informés ont déclaré que des discussions entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence de l'ONU, et des représentants du Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion, ainsi que du régime du colonel Kadhafi s'étaient déroulées la semaine dernière à Genève, en vue d'établir la liste des domaines qui pourraient être exemptés de sanctions.

Des organisations chargées de l'aide humanitaire dans le pays ont signalé des pénuries de produits de base comme les vaccins, dont les stocks tant dans les régions de l'Ouest contrôlées par les forces loyalistes que dans celles de l'Est aux mains des rebelles ont fondu en près de cinq mois de guerre.